



**HAL**  
open science

## La signification de l'abstention électorale

Pierre Bréchon

► **To cite this version:**

| Pierre Bréchon. La signification de l'abstention électorale. 2010. halshs-00822289

**HAL Id: halshs-00822289**

**<https://shs.hal.science/halshs-00822289>**

Preprint submitted on 14 May 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La signification de l'abstention électorale

Pierre Bréchon

Séminaire doctoral – ULB – 29 avril 2010

Pour comprendre l'abstention, il faut d'abord **rappeler la signification du vote**, qui n'est pas exactement la même selon les systèmes politiques. Dans un régime autoritaire, où les élections ne sont pas concurrentielles, voter est sans enjeu pour déterminer qui seront les gouvernants, l'abstention pourra donc manifester parfois un simple désintéret pour une élection sans enjeu, elle pourra parfois manifester un refus de cautionner un régime non démocratique, en prenant même des risques si le régime sanctionne plus ou moins les abstentionnistes.

**Dans une démocratie représentative**, l'élection constitue un moment particulier de la vie politique, celui où les citoyens sont appelés à choisir entre plusieurs candidats et tendances politiques, après une période de campagne électorale. L'élection est normalement un temps **fort de la vie politique**, un temps de mobilisation, selon une périodicité définie par le système politique. Là encore, l'abstention ne signifiera pas exactement la même chose **selon les règles édictées**, selon par exemple que l'inscription sur les listes électorales est ou n'est pas automatique, selon le mode de scrutin, selon la fréquence des élections, selon la culture politique et le sens que l'on donne au vote. Dans un pays où le vote est obligatoire, l'abstention n'a évidemment pas le même sens que dans les pays où il ne l'est pas.

Dans les démocraties, il y a des **élections de nature très différente**. Il y a comme une hiérarchie des votations, matérialisée par **des niveaux différents d'abstention** : plus une élection a des enjeux perçus importants, moins il y a d'abstention. Presque partout existe une **élection reine**, l'élection législative, celle qui permet d'élire non seulement la représentation parlementaire, mais aussi de savoir quel parti ou coalition exercera le pouvoir. A l'autre extrême, c'est en Europe l'élection pour le parlement européen qui est la moins mobilisatrice. On distingue donc des élections de **premier ordre**, dont le but et la dévolution du pouvoir central et des élections de **second ordre**, dites aussi élections intermédiaires, qui se déroulent entre les élections fondamentales, et dont l'objectif est le choix des représentants et des gouvernants au niveau local, régional ou européen. On peut encore faire des distinctions parmi cet ensemble, certaines élections de second ordre pouvant être plus mobilisatrices et importantes que d'autres. C'est le cas par exemple les élections régionales en Allemagne et des élections municipales en France. Donc, pour comprendre les significations de l'abstention, il faut le faire en tenant compte des types d'élections, dans un contexte national donné. Mais au-delà des différences de système politique, de types d'élections et de conjoncture, il y a probablement quelques grands types d'abstentions, qui transcendent les différences nationales et les conjonctures électorales dans les démocraties représentatives. **Je vais en fait soutenir une thèse, en insistant sur la montée d'un type d'abstention, l'abstention liée au développement d'une culture de l'individualisation**, qui concerne toute l'Europe, mais que je considérerai de manière privilégiée sur les données françaises.

Il y a de nombreuses explications possibles de l'abstention (Bréchon, 2006 et 2009). On a souvent opposé ou au moins mis en tension les **explications de type social** (le déficit d'intégration sociale expliquant l'abstention) et les **explications d'ordre politique** (l'abstention protestataire, l'abstention exprimerait une attitude politique de rejet à l'égard du gouvernement, ou de toute la classe politique, ou à l'égard de l'offre politique présente à une élection particulière) (Lancelot 1968 ; Subileau, Toinet 1993 ; Subileau, 1997). J'ai quant à

moi essayé d'expliquer qu'il y avait désormais aussi une tendance à la montée de l'abstention qui pouvait être liée à **l'évolution longue des valeurs et notamment à la montée de l'individualisation** (Bréchon, 2002).

**Les sociétés européennes sont depuis quelques décennies marquées par cette montée des valeurs d'individualisation**, comme de nombreux travaux ont pu le manifester ces dernières années, notamment à travers les enquêtes sur els valeurs des Européens (Ester, Halman, Moor, 1993 ; Bauman, 2001; Beck et Beck-Gernsheim, 2002 ; Bréchon, 2003 ; Bréchon et Tchernia, 2002 et 2009). **L'individualisation n'est pas l'individualisme**. C'est la culture du « chacun son choix » et non pas du « chacun pour soi » (Bréchon, Galland, 2010). Dans tous les domaines de la vie, les individus se veulent originaux, ils veulent réfléchir leurs choix et ne pas se les laisser dicter par la tradition, leurs parents, les habitudes, les maîtres à pensée, les institutions... Ces choix ne sont en rien automatiques ou simplement déterminés d'avance par les appartenances sociales ou la socialisation antérieure des individus, ils se font dans le tâtonnement et les hésitations, chacun estimant avoir le droit de faire ses expériences, d'éprouver ce qui fait sens pour lui. Avant de se décider, aussi bien en matière familiale que professionnelle, religieuse ou politique, chacun veut **avoir de bonnes raisons d'agir** (Boudon, 2003). En matière politique, cette montée de l'individualisation peut s'observer à travers différents aspects, listés ci-dessous avant de se centrer sur l'abstention.

### **La montée de l'individualisation en politique**

Si l'individualisation en politique correspond à davantage de rationalisation des choix, les Européens et les Français doivent donc manifester des capacités croissantes à juger, **une compétence politique plus importante, une politisation elle-même en développement**. Ces progressions sont lentes, en dent de scie mais réelles. D'après les enquêtes électorales françaises, le sentiment de compétence politique est plutôt croissant. La moitié des individus s'estiment qualifiés et autorisés à parler politique, à faire des choix en la matière. Concernant la politisation (définie comme une valorisation du domaine politique), on a pu hésiter sur les évolutions. Il semblait autour des années 2000 que la politisation était stagnante dans de nombreux pays européens, et qu'elle avait même tendance à s'effriter chez les jeunes. Vue sur le long terme, il semblait y avoir surtout un affaiblissement de la part de population totalement apathique et hors du champ politique, beaucoup de personnes étant peu politisées mais ayant un minimum de connaissances et d'appréhensions politiques. Les enquêtes récentes, au moins pour la France, donnent à nouveau l'impression d'une lente montée de la politisation (tableau 1).

La **nature des grands débats politiques** a aussi évolué. Dans les années 1970, l'opposition entre les grands camps politiques était plus nette, en France une coalition de gauche qui voulait changer profondément la société s'opposait à une coalition de droite, qui voulait avant tout maintenir le système libéral et capitaliste, et faire seulement quelques réformes. La politique était manichéenne, en noir et blanc. Elle est aujourd'hui beaucoup plus nuancée, en camaïeu. **Beaucoup refusent les grandes idéologies et les systèmes de sens absolus**. On a besoin des grands théoriciens et maîtres à penser, ils constituent **des repères que l'on va critiquer**, on va en prendre et en laisser dans les différentes théories proposées. Nos contemporains adoptent aujourd'hui très souvent des idées politiques bricolées, qui se veulent originales, à distance des grandes théories qu'ils reprennent pourtant en partie. Le clivage gauche droite garde un sens mais les idées sont plus nuancées, il y a moins de polarisation, sauf chez les minorités extrémistes. Les programmes politiques s'opposent beaucoup moins nettement. Les réformes proposées sont plus limitées et parfois assez techniques, les enjeux

n'en sont pas toujours faciles à cerner pour l'électeur. Les **programmes politiques semblent aussi plus contraints** : dans une économie mondialisée, il est difficile pour le pouvoir d'un pays de l'Union européenne de proposer une politique dont les principes seraient très différents de ceux de ses voisins.

**Tableau 1 : La politisation en France depuis près de trente ans (% verticaux)**

	1981	1990	1999	2008
<i>Intérêt pour la politique</i>				
Très intéressés	-	7	9	12
Assez intéressés	-	30	27	31
Pas très intéressés	-	31	31	29
Pas du tout intéressés	-	31	33	28
<i>Fréquence des discussions politiques</i>				
Souvent	12	12	12	17
De temps en temps	50	53	53	52
Jamais	38	34	35	31
<i>Importance de la politique dans la vie</i>				
Très importante	-	8	8	13
Assez importante	-	24	27	32
Pas importante	-	33	35	32
Pas importante du tout	-	33	29	23

(-) : indique que la question n'a pas été posée

Source : enquête sur les valeurs des Français

Dans ce contexte de bricolage des identités politiques, il n'est pas étonnant qu'on ait pu parler d'une montée de la **volatilité électorale**. Les études montrent en France que le franchissement de la frontière entre la droite et la gauche est assez faible et ne progresse pas (entre 5 et 10 % des individus). **Ce sont les passages entre abstention et vote, ainsi que la mobilité interne à un camp, qui permet de parler de croissance de la volatilité électorale**. Selon qu'on ressent ou non les enjeux de l'élection, selon qu'on veut ou non manifester sa déception de son camp ou de tous les camps, on va s'abstenir, voter pour un candidat marginal ou voter selon sa fidélité partisane. La fidélité partisane est incontestablement en baisse, moins de personnes se reconnaissent une identité partisane forte ; en fait les individus identifient plus qu'autrefois un parti dont ils se sentent proches mais la proximité avec ce parti diminue. Et il y a davantage d'écart entre la sympathie partisane et les votes exprimés dans l'urne. La fidélité partisane au sens fort (correspondant à une identité affirmée et vécue) est donc un phénomène certainement en baisse, mais les partis restent un élément de repérage qui aide les citoyens à former leur vote ou parfois... leur non vote. Le vote lui-même devient plus fluctuant, il se décide en fonction de valeurs intériorisées mais aussi d'une conjoncture du moment et d'une offre électorale. **La décision électorale correspond à des logiques souvent complexes** et on ne vote pas toujours pour le candidat que l'on veut voir gagner. Il y a au premier tour des **votes utiles** : on choisit le candidat le mieux placé d'une coalition et non pas celui qui exprime le mieux ce qu'on pense, on veut donc avant tout assurer la présence au second tour du candidat le mieux placé de son camp. Il y a aussi des **votes stratégiques**, ce qui constitue un vote utile inversé : on vote au premier tour pour son second choix (une force politique minoritaire, qui n'a pas de chance de remporter l'élection), en faisant le pari que son candidat préféré, leader d'un grand parti de gouvernement ou d'une coalition, sera de toutes façons présent au second tour (André Blais, 2004).

Cette individualisation du rapport à la politique se traduit donc aussi par une **montée des hésitations et des états d'âme au moment de choisir entre plusieurs candidats**. Il semble y avoir eu une rupture de ce point de vue entre 1988 et 1995 (tableau 2). En 1988, 76 % déclaraient avoir pris leur décision longtemps à l'avance, ils ne sont plus que 51 % en 1995. Les choses ont peu bougé depuis. Ces hésitations sont très révélatrices de la rationalisation du vote, des interrogations plus fortes qu'avant sur le sens de son vote, souvent jusqu'au dernier moment. Ces électeurs très hésitants ont souvent le profil de l'électeur rationnel (politisé, instruit, informé, à faible identité partisane, plutôt assez contestataire) et non pas de l'apathique en politique (Jaffré, Chiche, 1997).

**Tableau 2 – Le moment du choix électoral (en France)**

	1988 post-prési.	1995 post- prési.	2002 pré-prési.	2002 post- prési.	2007 pré-prési.	2007 post- prési.
Longtemps à l'avance	76	51	51	56	57	51
Pendant la campagne	8	21	20	21	18	27
Dernier moment	10	20	26	21	24	22

Source : enquêtes électorales

La montée de l'individualisation est aussi caractérisée par **un renforcement des attitudes critiques, notamment à l'égard des hommes politiques** (Bréchon, 2004b). Ces derniers n'ont jamais eu une très bonne image en France, mais celle-ci s'est encore dégradée entre 1978 et 2002. Leur image s'est légèrement améliorée depuis pour revenir à peu près au niveau de 1995 (tableau 3).

**Tableau 3 – Sentiment de coupure avec les hommes politiques<sup>1</sup>**

	1978	1987	1995	1997	2000	2002	2007
Beaucoup	5	7	3	3	7	2	2
Assez	31	36	24	16	18	15	26
Peu	44	29	51	47	37	51	54
Pas du tout	15	25	22	34	38	31	18

Sources : pour 1987, enquête Sofres ; pour 2000 enquête Démocratie (Cevpiof) ; pour les autres dates, enquêtes électorales.

Après plusieurs alternances politiques entre pouvoir de gauche et de droite, certains électeurs se sentent démunis et sont également critiques à l'égard des leaders. Mais on note une grande différence entre 2002 et 2007 : à l'époque, à la veille de l'élection présidentielle, seulement 16 % disaient que l'élection permettrait d'améliorer les choses (beaucoup ou assez) contre 45 % à la même période en 2007. Si l'image des hommes politiques reste plutôt mauvaise, **l'espoir d'un changement par les urnes est revenu en 2007, pas forcément pour longtemps !**

La déception à l'égard des élites politiques et un bas niveau d'espoirs de changement de politique peut évidemment conduire à ne pas aller voter ou à fortement hésiter avant de le faire. Pourquoi un individu se mobiliserait-il pour exprimer un vote s'il a le sentiment que tous les candidats sont mauvais ou du moins qu'on ne peut leur faire confiance, et que quelque soit l'élu, cela ne changera rien ? Normalement **le citoyen doit au moins estimer que l'un des prétendants est moins mauvais que les autres et incarne un petit espoir de futur meilleur pour aller voter** ; sinon, son acte exprime probablement seulement une

<sup>1</sup> Le tableau 3 mesure le sentiment de coupure entre les citoyens et la classe politique à travers l'affirmation : « A votre avis, est-ce que les responsables (ou hommes) politiques, en général, se préoccupent beaucoup, assez, peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme vous ? ».

identité nationale, il lui évite de se singulariser par une abstention s'il estime que le vote est « normal » ou qu'il constitue un devoir.

La montée de l'individualisation se manifeste donc par un rapport à la politique beaucoup moins conformiste qu'autrefois, **on est plus critique**, non seulement à l'égard des responsables politiques mais aussi à l'égard des institutions, et on le fait plus facilement savoir par **des actions de type protestataire**, portant sur des objectifs précis<sup>2</sup>. La participation critique (pétitions, manifestations...) est donc croissante. D'après les enquêtes EVS, beaucoup plus de Français et d'Européens ont déjà eu l'occasion de signer une pétition ou de participer à une manifestation. Les actions plus dures (boycott, grève sauvage, occupation de locaux) restent rares, le pourcentage de gens qui ont eu l'occasion d'y participer semble stable, mais moins de gens disent qu'ils excluent d'y avoir un jour recours. La légitimité de ces actions dures a donc plutôt un peu progressé. **Si les idéologies révolutionnaires se sont essouffées, la pratique de l'action protestataire paraît plus vivante que jamais** et en France, on est socialisé à la manifestation dès le lycée.

Nous avons gardé pour la fin la tendance qui sera ensuite approfondie : l'individualisation se traduit aussi par une **montée de l'abstention et une évolution du sens du vote**. On ne veut plus seulement voter par devoir civique, parce que le bon citoyen devrait le faire, on veut avoir de bonnes raisons de choisir un candidat plutôt qu'un autre. Autrefois, un nombre important de personnes, qui maîtrisaient mal les codes de la politique et se sentaient incompétentes, allaient pourtant voter par devoir. C'était aussi une manière d'affirmer leur appartenance à la communauté nationale<sup>3</sup>. Ces attitudes sont de moins en moins fréquentes, notamment dans les jeunes générations. Celles-ci sont beaucoup plus raisonneuses en politique et hésitent donc davantage avant de choisir un candidat, au point parfois de préférer ne pas voter plutôt que d'avoir l'impression de se décider dans l'ignorance. Evidemment, cette évolution se fait sur le long terme. Le sens du devoir électoral n'a pas disparu<sup>4</sup> mais il est moins prégnant. **Le vote est davantage vécu comme un droit que l'on utilise si l'on est convaincu par un candidat ou l'enjeu d'une élection**. Il est alors considéré comme une faculté donnée de s'exprimer, de revendiquer une orientation politique ou de critiquer celle des autres. **La rationalité axiologique est au cœur de la décision électorale** comme tous les entretiens non directifs faits avec des votants ou des abstentionnistes le montrent amplement.

Cette communication entend tester de manière systématique, non pas l'ensemble des facteurs explicatifs de l'abstention, mais plus spécifiquement ceux qui relèvent d'une culture de l'individualisation. Nous chercherons donc à opérationnaliser les relations entre abstention et individualisation. Dans un contexte d'individualisation, puisque les individus sont raisonneurs et hésitants, très attentifs au contexte et aux conjonctures plus qu'aux grands principes, **l'abstention intermittente doit se développer, au détriment soit de l'abstention permanente, soit de la participation permanente**, qui constituent deux types d'attitudes

---

<sup>2</sup> Pierre Rosanvallon (2006) note qu'on entre dans une sorte de démocratie à deux faces antithétiques. Alors que la démocratie représentative est de plus en plus contestée, la démocratie critique est au contraire plus réelle qu'avant, notamment à travers Internet qui offre des moyens d'expression critiques à peu de frais... La contre-démocratie est fondée sur la *surveillance* et la vigilance à l'égard des institutions et des personnalités, mais aussi sur l'*empêchement* de ce qui est refusé et sur les *jugements* des gouvernants.

<sup>3</sup> Ce souci d'affirmer leur commune appartenance citoyenne les conduisait à ne pas vouloir dire pour qui elles avaient voté. Comme l'a écrit Philippe Braud (1973), « Voter pour quelqu'un divise ; mais voter unit si, du moins, le secret est maintenu ».

<sup>4</sup> On le voit bien dans les enquêtes électorales qui ne reconstituent jamais très bien l'abstention. Il y a encore beaucoup d'abstentionnistes qui se sentent fautifs et n'osent avouer leur abstention.

pérennes. Avant de nous focaliser sur cet aspect, considérons d'abord les résultats électoraux : que peut-on dire sur les mouvements de l'abstention en France ?

### La participation électorale : un trend de croissance mais des fluctuations conjoncturelles considérables

Une première manière simple d'apprécier la tendance à la montée de l'abstention consiste à repérer de quand date les records maximaux et minimaux d'abstention enregistrés à un type de scrutin (tableau 4). **Les pourcentages minimaux sont en général anciens et les maximaux récents**<sup>5</sup>. Mais évidemment il y a des cas déviants qui s'expliquent par des conjonctures particulières qui peuvent expliquer une très forte mobilisation ou démobilitation de l'électorat. Par exemple, très forte mobilisation à la présidentielle de 2007, seulement 16,2 % d'abstention au premier tour, soit un score très proche des minima de 1965 et 1974.

**Tableau 4 – Abstention : pourcentage maximum, avant-dernier maximum, avant dernier minimum, minimum aux élections françaises depuis 1958**

	Élection présidentielle 1 <sup>er</sup> tour		Élections Législatives 1 <sup>er</sup> tour		Réfé-rendums		Élections européennes		Élections municipales 1 <sup>er</sup> tour		Elections cantonales 1 <sup>er</sup> tour		Elections régionales	
	%	date	%	date	%	date	%	date	%	date	%	date	%	date
% maximum	28.4	2002	39.6	2007	69.8	2000	59.4	2009	35.1	2008	51.0	1988	53.6	2010
Avant dernier maxi	22.4	1969	35.6	2002	63.0	1988	57.2	2004	32.6	2001	46.6	1973	42.0	1998
Avant-dernier mini	15.8	1974	18.7	1973	19.4	1969	43.3	1984	21.6	1983	34.5	2001	31.4	1992
% minimum	15.2	1965	16.8	1978	15.1	1958	39.3	1979	21.1	1977	29.3	1992	22.1	1986

### Les élections législatives françaises : un scrutin désormais moins mobilisateur parce que moins décisif

Lorsqu'on considère les chiffres de l'abstention aux élections législatives françaises depuis la Libération, on constate qu'elle était **faible sous la IV<sup>e</sup> République** (entre 17.2 % en 1956 et 21.9 % en novembre 1946). L'explication principale en est institutionnelle : ce sont alors les élections les plus importantes du système politique, celle qui conditionne l'orientation du gouvernement. L'abstention reste **faible dans les premières décennies de la V<sup>e</sup> République**, alors qu'on élit désormais le président de la République : l'abstention est, toujours au premier tour, de 18.9 % en 1967, 20.0 % en 1968, 18.7 % en 1973, 16.8 % en 1978. On retrouve des taux semblables à ceux de la IV<sup>e</sup> République, **du fait de fortes**

<sup>5</sup> Seules **les élections cantonales échappent à ce modèle**. Les taux sont très fluctuants lorsqu'on observe toute la série des cantonales. Ces élections apparaissent particulièrement délaissées au début de la Ve République, l'abstention est même de 46.6 % en septembre 1973 (le recul de la date - de mars à septembre - après une élection législative en mars, est un facteur explicatif). La participation est plus élevée de 1976 à aujourd'hui, en partie du fait d'une politisation plus forte de ces élections, qui deviennent assez souvent un enjeu politique permettant de sanctionner la coalition au pouvoir. Le maximum de 1988 (51 % d'abstention) est un cas spécifique qui s'explique par la multiplication des élections la même année (l'élection cantonale vient après deux tours d'élection présidentielle et deux tours de législatives). On peut penser que l'accroissement des pouvoirs de l'exécutif départemental au début des années 80 a aussi contribué à donner plus de poids à ce type de scrutin. Il faut ajouter que depuis 1992 les élections cantonales sont souvent couplées avec un autre scrutin local. Il y a alors peu d'écart dans les taux d'abstention aux deux scrutins, ceux qui se sont déplacés pour un scrutin participant aussi naturellement à l'autre (les files d'électeurs sont canalisées pour passer d'une urne à l'autre, sans déperdition !). Le taux minimal de 1992 s'explique par le couplage avec une élection régionale plus mobilisatrice, de même pour celui de 2001 organisé avec les municipales.

**mobilisations sur des enjeux entre gauche et droite à cette période et des habitudes de votes antérieures** (la valorisation de l'élection législative perdure, notamment dans les générations âgées).

**Tableau 5 – Taux d'abstention enregistré au premier tour chaque fois qu'une élection législative suit un scrutin fondamental**

	1958	1962	1981	1988	2002	2007
Scrutin fondamental	15.1	22.8	18.9	18.6	28.4	16.2
Elections législatives juste après	22.8	31.3	29.1	34.3	35.6	39.6
Ecart entre les deux	7.7	8.5	10.2	15.7	7.2	23.4

Toutes les autres élections législatives, qui sont aussi les plus récentes, ont connu des taux d'abstention très élevés. On le voit notamment sur le tableau 5 : dans les quatre élections concernées depuis 1981, l'abstention a oscillé entre 29.1 % et 39.6 %. Et dans les élections législatives non présentées sur le tableau, 1993 et 1997, l'abstention a été respectivement de 30.8 % et de 32.0 %. Deux explications complémentaires de cette forte abstention peuvent être avancées. D'abord il semble bien que **le système institutionnel français fait perdre de son importance à l'élection législative**. Le choix du président est le scrutin le plus disputé, le plus mobilisateur, non seulement parce qu'il est personnalisé mais aussi parce que le programme du président pour la France porte inévitablement sur les grands enjeux politiques. Et on sait qu'en dehors des périodes de cohabitation, le président est le véritable maître de la politique française. Ainsi concurrencé, **le scrutin législatif apparaît très atomisé en 577 scrutins séparés, avec autant de candidats dont beaucoup sont inconnus**. Pour l'électeur, se faire un jugement sur la personnalité et le programme de quelques personnes bien médiatisées dans le cadre de l'élection présidentielle est simple, alors que les candidats législatifs de la circonscription restent des inconnus pour beaucoup. Et aujourd'hui les électeurs ne souhaitent pas voter sans bonnes raisons pour un candidat qu'ils ne connaissent pas.

Une deuxième raison de la perte d'importance du scrutin législatif tient au calendrier. **Depuis les réformes réduisant le mandat présidentiel à 5 ans et organisant les législatives juste après la présidentielle, les législatives ne sont plus que des élections de confirmation** ; l'enjeu est relativement faible puisque le président élu a de très fortes chances de trouver une majorité parlementaire dans la dynamique de son élection. Le tableau 5 (dernière ligne) montre d'ailleurs que l'écart semble aujourd'hui croissant entre les deux scrutins.

En 2007, toujours dans un contexte d'élections législatives de confirmation après le scrutin présidentiel, l'abstention, qui était à un taux très bas au premier tour de l'élection présidentielle, atteint un score inégalé dans l'autre sens aux élections législatives. Du point de vue de la participation politique, **les deux élections de 2007 sont donc tout à fait paradoxales : l'abstention est minimale à l'élection présidentielle, maximale aux législatives** où environ 40 % des citoyens français ne vont pas voter. Comment expliquer un tel changement de comportement à cinq semaines d'intervalle ? On peut expliquer la forte mobilisation présidentielle par une conjoncture particulière complètement antithétique de celle de 2002. Les trois principaux candidats, Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou ont réussi à redonner de l'espoir politique, à se présenter comme des hommes relativement neufs, pas trop dépendants d'une force politique traditionnelle. Du coup, l'abstention est particulièrement basse. Mais cette conjoncture particulièrement mobilisatrice de la présidentielle de 2007 n'a à peu près pas eu d'effet de contagion sur les élections législatives. Celles-ci n'ont que les effets attendus d'une élection de confirmation (comme en

1981, 1988 et 2002). Le président obtient une large majorité pour gouverner ; les petits partis sont laminés, surtout s'ils sont en dehors d'une alliance électorale ; les abstentions sont nombreuses (impression que le choix fondamental est fait, essoufflement du vote lié à un nombre important de scrutins, camp vaincu démobilisé, qui manifeste souvent ses divisions après l'échec, une partie des vaincus pensent que les vainqueurs doivent avoir les moyens de gouverner...).

### **C'est essentiellement l'abstention intermittente qui progresse**

L'augmentation de l'abstention ces dernières années résulte essentiellement d'une montée de l'abstention intermittente et non pas de comportements permanents de non vote (Héran, 2004). Sur les quatre tours de scrutin des cycles électoraux de 2002 et 2007, on dénombre entre 10 et 13 % d'abstentionnistes constants, environ 45 % d'intermittents du vote et environ 45 % de votants constants.

A partir des enquêtes électorales, on peut essayer de suivre dans le temps l'abstention constante, la situation intermittente, la participation constante (tableau 6). Evidemment le type de scrutins pris en compte et la durée de la période peuvent influencer sur les résultats. Il ne faut pas oublier aussi que l'abstention est sous-évaluée dans les enquêtes. La montée de l'abstention et le développement de l'abstention intermittente apparaît cependant assez bien sur ce tableau.

**Tableau 6 – Intensité de l'abstention à différents moments du temps\***

	1962-1967	1973-1978	1986-1988	1997-2002	2002 4 scrutins	2005-2007
Aucune abstention	82	80	77	68	67	76
Une fois	13	7	14	21	16	19
Deux fois	4	3	4	9	10	4
Trois fois	1	8	6	3	3	1
Quatre ou cinq fois	0	2		-	4	-

\* Pour 1962-1967, 1<sup>er</sup> tour des législatives de 1962, 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle de 1965, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour des législatives de 1967. Pour 1973-1978, 1<sup>er</sup> tour des législatives de 1973, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle de 1974, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour des législatives de 1978. Pour 1986-1988, tour unique des législatives de 1986, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle de 1988. Pour 1997-2002, 1<sup>er</sup> tour des législatives de 1997, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle de 2002. Pour 2005-2007, référendum de 2005, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle de 2007.

**L'abstention ne se développe pas en lien avec une supposée croissance de l'apathie politique** (comme certains le disent encore, par exemple Katen Fogg, 2004<sup>6</sup> : « Electoral participation is in general falling, as least as measured by voter turnout. Rising levels of apathy or cynicism are of growing concern in both newer and older democracies, and are a particular focus of concern in Western Europe »<sup>7</sup>). A mon sens, s'il existe une abstention croissante, on ne saurait facilement parler d'une apathie croissante. Les enquêtes montrent en effet que l'intérêt pour la politique (tableau 1) et pour les enjeux de société ne baisse pas ; on a vu aussi que certaines formes de participation politique dites protestataires se développent ces dernières années. **Cette explication par l'apathie citoyenne** est en tout cas insuffisante. Elle **permet assez bien d'expliquer l'abstention permanente** d'individus qui ne vont donc

<sup>6</sup> Katen Fogg est secrétaire général de l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA), basé à Stockholm. IDEA gère une base de données très riche sur les taux d'abstention dans tous les pays du monde. Le rapport cité fournit, outre les chiffres d'abstention, plusieurs chapitres interprétatifs.

jamais voter. Elle permet aussi d'expliquer que 5 à 10 % des Français (selon les périodes) restent non-inscrits sur les listes électorales. Les enquêtes montrent en effet que les non inscrits et les abstentionnistes permanents appartiennent souvent à **des catégories mal insérées socialement, au bas de l'échelle sociale, sans diplôme, au chômage, locataires et sans attaches géographiques stables**. Outre cette catégorie de non inscrits et d'abstentionnistes permanents par défaut d'insertion sociale (les exclus), il existe cependant aussi une catégorie de **non inscrits par « excès d'insertion »**<sup>8</sup> : des personnes très diplômées, plutôt favorisées, très insérées dans un emploi qui les conduit à de fréquents déménagements, du coup sans insertion locale et qui ne prennent pas la peine de s'inscrire là où elles habitent (d'autant plus qu'elles se savent appelées à redéménager). Les étudiants sont souvent dans une telle situation de forte mobilité géographique.

**Mais l'apathie explique mal l'abstention intermittente et tous les comportements de plus en plus erratiques que nous avons pu constater** : certains votent à un tour de scrutin, pas à l'autre ; ou à l'élection fondamentale mais pas à celle qui suit quelques semaines plus tard. Si on explique l'abstention essentiellement par l'apathie, la conjoncture de 2007 donne l'impression le 22 avril et le 6 mai que les Français sont des citoyens très consciencieux et éclairés. Par contre le 10 et le 17 juin, ils semblent être devenus les mauvais élèves et les pires citoyens de l'Europe de l'Ouest ! Il y a donc d'autres explications à développer pour comprendre le développement de l'abstention.

**Cette montée de l'abstention intermittente est particulièrement forte dans les jeunes générations** (tableau 7). On ne peut l'expliquer seulement par un effet de cycle de vie et d'incomplète insertion sociale. Il y a là certainement un **trait générationnel** lié à la montée d'une culture de l'individualisation, que l'on observe dans toutes les générations nées après guerre, mais qui est de plus en plus forte chez les moins de 40 ans en 2002 et de 45 ans en 2007. L'intermittence du vote est intéressante à considérer sur les séquences électorales de 2002 et 2007. Un gros tiers des moins de 35 ans n'ont pas voté au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, ils n'ont pas compris les enjeux de cette élection et ne se sont donc pas exprimés. Le second tour était pour eux beaucoup plus clair, il constituait une sorte de référendum pour ou contre l'extrême droite ; du coup, on n'a pas observé un écart important de vote entre générations pour le second tour. Ce sursaut mobilisateur fut de courte durée puisqu'à nouveau, pour les élections législatives qui ont suivi, les jeunes ont été très fortement abstentionnistes. En 2007, les écarts par âge sont beaucoup moins importants aux deux tours de l'élection présidentielle (à confirmer pour le second tour) et ressemblent plutôt à un déficit d'insertion sociale avant 25 ans et après 70 ans<sup>9</sup>. Par contre à nouveau, aux législatives, l'abstention est très forte jusqu'à 45 ans et se révèle plus basse au-delà.

---

<sup>8</sup> Durkheim expliquait aussi qu'il y avait une catégorie de suicides par déficit d'insertion et une autre pas excès !

<sup>9</sup> Au contraire, les 60-69 ans sont particulièrement actifs en politique. On le voit sur le tableau 7 mais aussi dans d'autres enquêtes (Bernard Denni, 2007) « Participation politique et vote des seniors à l'élection présidentielle de 2007 », *Gérontologie* n° 120, mars 2007, p. 29-50.

**Tableau 7. Pourcentage d'abstentions en 2002 et 2007, selon plusieurs variables socio-démographiques**

	2002			2007		
	Election présidentielle		Premier tour législatives	Election présidentielle		Premier tour législatives
	Premier tour	Second tour		Premier tour	Second tour	
<b>Ensemble</b>	<b>27</b>	<b>19</b>	<b>35</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>39</b>
18-24 ans	37	22	58	23	Données IPSOS manquent	51
25-34 ans	36	26	54	10		42
35-44 ans	25	14	40	12		41
45-59 ans	22	16	21	17		34
60-69 ans	17	16	22	14		32
70 ans et plus	28	22	20	20		37
Salarié du privé	26	19	43	12		
Salarié du public	25	20	36	14		36
Chômeur	46	18	51	28		44
Etudiant	39	19	53	19		48
Retraité	21	20	20	18		33
Revenus modestes	33	26	37	22		51
Revenus moyens	24	15	34	16		37
Revenus élevés	26	19	30	7		28
Bas diplôme	26	19	31	23		49
Baccalauréat	23	21	35	15		37
Diplôme supérieur	29	18	40	8		32

Source : Sondages téléphoniques IPSOS le jour du vote, représentatifs de la population de plus de 18 ans, inscrite sur les listes électorales. En 2002, 4044 individus pour le premier tour de la présidentielle, 2886 pour le second, 2925 pour le premier tour des élections législatives. En 2007, 3397 individus pour le premier tour présidentiel, 3609 pour le second, 3027 pour le premier tour législatif.

**L'abstention intermittente peut cependant être elle-même expliquée de plusieurs manières.** L'abstention intermittente peut d'abord correspondre à des contraintes objectives et à la situation des individus. Ainsi le fait d'être **mal-inscrit**, c'est-à-dire d'être inscrit loin de son domicile, rend plus difficile la participation régulière aux scrutins. Lorsqu'on est électeur dans l'Ardèche où on est né mais qu'on habite la région parisienne, il est difficile d'aller très régulièrement voter, notamment lorsque des élections se suivent de près (Bon, Denni, 1978). Le fait d'avoir de plus en plus souvent ces dernières années des élections assez rapprochées, d'une part parce qu'il y a davantage d'occasions de voter (création de l'élection présidentielle en 1965, des européennes en 1979, des régionales en 1986), et d'autre part parce que le calendrier électoral institutionnalise maintenant les couples d'élection présidentielle suivie des législatives seulement quelques semaines plus tard (en moins de deux mois, l'électeur est appelé à s'exprimer quatre fois), a certainement favorisé la montée de l'abstention intermittente. On peut penser aussi que les transformations de la société créent **une mobilité plus grande de la population** (avec un allongement des études pendant lesquelles on bouge plus qu'avant de lieux d'étude, avec des reconversions nombreuses obligeant à changer d'emploi...).

**Mais l'abstention intermittente est aussi souvent liée à un manque de "bonnes raisons" d'aller voter.** C'est évidemment ce qui est le plus difficile à mettre en évidence à partir des enquêtes électorales. Commentons la comparaison des tableaux 8 et 9.

**Tableau 8 – Abstention de 1962 à 1967 croisé avec...**

	Votant constant	intermittent	Abstention constante ou presque
	<b>82</b>	<b>13</b>	<b>5</b>
26-29 ans	63	28	8
30-39 ans	78	16	6
40-49 ans	84	11	5
50-59 ans	85	11	4
60-69 ans	88	11	2
70 ans et plus	85	9	6
Intérêt politique – Beaucoup et assez	88	10	2
Peu	84	13	3
Pas du tout	79	14	7
Coupure avec classe politique – OUI	85	11	5
Ça dépend	80	16	4
NON	83	13	5
Confiance sociale - Forte	85	12	4
Moyenne	83	13	4
Faible	80	15	6

**Tableau 9 – Abstention entre 1997 et 2002 croisée avec...**

	Votant constant	intermittent	Abstention constante ou presque
	<b>68</b>	<b>21</b>	<b>11</b>
23-24ans	41	39	21
25-34 ans	54	29	17
35-49 ans	67	22	12
50-64 ans	75	17	9
65 ans et plus	78	15	7
Intérêt politique - Beaucoup	76	17	7
Assez	73	19	9
Peu	63	25	12
Pas du tout	55	20	25
Image des hommes politiques – Bonne	75	17	8
Moyenne	70	22	8
Mauvaise	63	23	14
Confiance spontanée à autrui	74	18	6
On n'est jamais assez prudent avec les autres	66	22	12
Confiance aux institutions – Forte ++	76	16	8
Forte +	71	20	9
Faible -	63	24	14
Faible --	60	24	17

L'un montre des croisements en 1962-1967, l'autre en 1997-2002. Dans les deux cas, on a pris en compte le lien avec des variables socio-démographiques et des variables politiques. Le système de croisement est très différent. **Dans les années 1960, les relations sont très faibles.** Le lien avec l'âge n'existe qu'en tout début du cycle de vie (les votants constants ne sont vraiment sous-représentés que chez les 26-29 ans). Les chômeurs (il est vrai très rares) semblent voter autant que les autres. Il n'y a pas de lien avec les groupes socio-professionnels.

Plus étonnant encore, **le lien entre l'intérêt pour la politique et l'abstention est faible**. Ceux qui sont les plus critiques à l'égard de la classe politique votent cependant autant que les conformistes. Le fait d'avoir un profil confiant à l'égard d'autrui ne joue pas davantage. **Le tableau 9 montre au contraire des liaisons assez nettes avec à peu près les mêmes variables**. Tout ce passe donc comme si **le sens du vote** avait changé. Dans les années 60, on votait par devoir, on votait donc même si on était dépolitisé et si on ne croyait pas beaucoup aux hommes politiques. A la fin du XXème siècle au contraire, la participation électorale semble beaucoup plus dépendante du degré de politisation, de confiance sociale et institutionnelle. **On vote si on estime que s'exprimer, dans la conjoncture du moment, fait sens**.

**Conclusion** : Dans une conjoncture de vote individualisé et raisonné, les taux d'abstention connaîtront à l'avenir des fluctuations très fortes, beaucoup plus importantes que par le passé.

### **Bibliographie**

- Bauman Zygmunt. *The individualized society*, Cambridge : 2001.
- Beck Ulrich, Beck-Gernsheim Elisabeth. *Individualization: Institutionalized Individualism and Its Social and Political Consequences (Theory, Culture and Society)*, Sage, 2002.
- Blais André, 2004. "Y-a-t-il un vote stratégique en France", in Bruno Cautrès, Nonna Mayer (direction), *Le nouveau désordre électoral*, Presses de sciences po.
- Bon Frédéric, Denni Bernard, 1978. « Population électorale, population électorale potentielle, population totale dans la région Rhône-Alpes », *Revue française de science politique*, 28/6, décembre 1978, p. 1055-1066.
- Boudon Raymond, 2003. *Raison, bonnes raisons*, PUF, 2003.
- Braud Philippe, 1973. *Le comportement électoral en France*, PUF, 1973.
- Bréchon Pierre, 2002. « Comprendre les logiques de l'abstention », *Revue politique et parlementaire*, Septembre-décembre 2002, p. 83-93.
- Bréchon Pierre (direction). *Les valeurs des Français*. Armand Colin, 2ème édition, 2003.
- Bréchon Pierre, 2004b, « Crise de confiance dans les élites politiques », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (direction), *Le nouveau désordre électoral*, Presses de Sciences po, p. 47-69.
- Bréchon Pierre, 2006. *Comportements et attitudes politiques*, Presses universitaires de Grenoble.
- Bréchon Pierre, 2009. *La France aux urnes. Soixante ans d'histoire électorale*, La documentation française, Les études, 5ème édition, 2009.
- Bréchon Pierre, Tchernia Jean-François (direction). *Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme, Futuribles*, numéro spécial 277, juillet-août 2002
- Bréchon Pierre, Tchernia Jean-François (direction). *La France à travers ses valeurs*. Armand Colin, 2009.
- Bréchon Pierre, Galland Olivier (direction). *L'individualisation des valeurs*. Armand Colin, 2010, à paraître, 23 juin 2010.
- Denni Bernard, 2007. « Participation politique et vote des seniors à l'élection présidentielle de 2007 », *Gérontologie* n° 120, mars, p. 29-50.
- Ester Peter, Halman Loek, Moor Ruud de. *The Individualizing Society. Value Change in Europe and North America*, Tilburg University Press, 1993.
- Fogg, Katen (2004). préface de *Voter Turnout in Western Europe since 1945. A regional Report*, IDEA, p. 5.
- Franklin Mark N., *Voter turn out and the dynamics of electoral competition in established democracies since 1945*, Cambridge university Press, 2004.

- Héran François, 2004. « Voter toujours, parfois... ou jamais », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (direction), *Le nouveau désordre électoral*, Presses de Sciences po, p. 351-367.
- Jaffré Jérôme, Jean Chiche, 1997. « Mobilité, volatilité, perplexité », dans Daniel Boy, Nonna Mayer (direction), *L'électeur a ses raisons*, Presses de sciences po, p. 285-325.
- Milner Henry, 2004. *La compétence civique*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Revue politique et parlementaire, 2007. *Les élections de 2007*, n° 1044, juillet-septembre (coordonné par Pierre Bréchon).
- Rosanvallon Pierre, 2006. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil.
- Subileau Françoise, Toinet Marie-France, 1993. *Les chemins de l'abstention. Une comparaison franco-américaine*, La découverte.
- Subileau Françoise, 1997. « L'abstentionnisme : apolitisme ou stratégie », in Nonna Mayer (direction), *Les modèles explicatifs du vote*, L'Harmattan, 1997.